COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

**EXTRAIT
DU
REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU
CONSEIL DE COMMUNAUTE**

**Séance du 18 juillet 2008
(convocation du 7 juillet 2008)**

Aujourd'hui Vendredi Dix-Huit Juillet Deux Mil Huit à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUPRAT Christophe, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PUJOL Patrick, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, M. SEUROT Bernard, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme DE FRANCOIS Béatrice, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, M. ASSERAY Bruno, Mme BALLOT Chantal, M. BOBET Patrick, Mme BONNEFOY Christine, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, Mme DUBOURG-LAVROFF Sonia, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, Mme EWANS Marie-Christine, M. FAYET Guy, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, M. LOTHAIRE Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MILLET Thierry, M. MOGA Alain, Mme NOEL Marie-Claude, M. PAILLART Vincent, M. PALAU Jean-Charles, Mme PARCELIER Muriel, M. PENEL Gilles, M. POIGNONEC Michel, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. RAYNAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUYEYRE Matthieu, M. SENE Malick, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. JUPPE Alain à M. DAVID Jean-Louis à/c de 12 h 40
M. BENOIT Jean-Jacques à M. LABISTE Bernard à/c de 13 h 15
Mme. BOST Christine à M. DOUGADOS Daniel
M. CAZABONNE Didier à Mme. FAYET Véronique
M. DUCHENE Michel à M. BRON Jean-Charles
M. LAMAISON Serge à Mme. BALLOT Chantal
M. PIERRE Maurice à M. TURON Jean-Pierre
M. SAINTE MARIE Michel à M. FELTESSE Vincent à/c de 13 h 15
M. ANZIANI Alain à M. GUICHOUX Jacques à/c 13 h 15
M. BAUDRY Claude à Mme. EWANS Marie-Christine
M. BONNIN Jean-Jacques à M. GARNIER Jean- Paul
M. BRUGERE Nicolas à Mme. DUBOURG-LAVROFF Sonia
Mme. COLLET Brigitte à Mme. DESSERTINE Laurence
Mlle. COUTANCEAU Emilie à Mme. DE FRANCOIS Béatrice
M. DANJON Frédéric à Mme. CURVALE Laure
M. DELAUX Stéphan à M. GAUTE Jean-Michel
M. DUBOS Gérard à Mlle. DELTIMPLE Nathalie
M. EGRON Jean-François à M. DAVID Alain

Mlle. EL KHADIR Samira à M. RAYNAUD Jacques jusqu'à 13 h 00
puis à M. MERCIER Michel à/c de 13 h 00
Mme. FAORO Michèle à Mme. FOURCADE Paulette
M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. AMBRY Stéphane à/c de 13 h 15
M. LAGOFUN Gérard à M. HERITIE Michel à/c de 13 h 15
Mme. LAURENT Wanda à M. BOUSQUET Ludovic
M. MAURRAS Franck à M. SOUBABERE Pierre à/c de 13 h 15
M. MOULINIER Maxime à M. BENOIT Jean-Jacques
Mme PARCELIER Muriel à M. POIGNONEC Michel à/c de 11 h 00
M. PEREZ Jean-Michel à M. ROUYEYRE Matthieu
Mme. PIAZZA Arielle à M. SOLARI Joël
M. RAYNAUD Jacques à M. PAILLART Vincent à/c de 13 h 15
M. RAYNAL Franck à M. MILLET Thierry
M. REIFFERS Josy à M. DUCASSOU Dominique
M. RESPAUD Jacques à Mme. DIEZ Martine
Mme. SAINT-ORICE Nicole à Mme. LIRE Marie Françoise
M. TRIJOLET Thierry à M. CHARRIER Alain

LA SEANCE EST OUVERTE

**Régie d'Exploitation des Restaurants Communautaires - Décision modificative
n°2 - Adoption**

Monsieur FREYGEFOND présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

J'ai l'honneur de présenter à votre examen la décision modificative n°2 pour l'exercice 2008 de la Régie d'Exploitation des Restaurants Communautaires.

Ce document, présenté sous la forme d'un tableau, récapitule les recettes et les dépenses supplémentaires et nouvelles en section de fonctionnement.

Le tableau ci-après présente les mouvements budgétaires indiqués ci-dessus.

Il est proposé au Conseil de Communauté, après avoir pris connaissance, chapitre par chapitre, des prévisions de recettes et de dépenses de ce budget,

Vu le décret 2001-184 du 23 février 2001, relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public modifiant la partie réglementaire de C.G.C.T,

Vu les instructions de l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu la délibération 2001/2006 arrêtant du 9 novembre 2001 arrêtant les modalités de vote du budget à compter du 1^{er} janvier 2002 dans le cadre de la mise en œuvre de l'exécution budgétaire et comptable M14,

Vu la décision de justice en date du 6 octobre 2005, par laquelle la Cour de Justice des Communautés Européennes a condamné les réglementations nationales limitant le droit à déduction des redevables partiels ne réalisant que des opérations ouvrant droit à déduction mais percevant des sommes placées hors du champ d'application de la TVA, par application d'un prorata de déduction,

Vu les conséquences tirées par l'Administration Fiscale dans les instructions DGI n°3 D-1-06 du 27 janvier 2006 et DGI n°3 A-7-06 du 16 juin 2006 sur l'incompatibilité de sa doctrine administrative avec la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés Européennes,

Vu les conséquences tirées par l'Etat français au terme de ces arrêts aux termes desquels il ressort notamment qu'il n'y a plus lieu de soumettre à la TVA les virements internes versés par le budget principal de la collectivité au budget annexe Régie d'Exploitation des Restaurants Communautaires,

Vu la demande de remboursement de la TVA indûment acquittée par la Communauté Urbaine de Bordeaux sur le virements internes du budget principal au budget annexe de l'activité Régie d'Exploitation des Restaurants Communautaires,

Vu que l'Administration Fiscale dans sa lettre du 4 avril 2008 :

- a conclu au rejet de la demande de la Communauté Urbaine de Bordeaux au titre des années 2003 et 2004,
- s'est prononcée en faveur du dégrèvement de 47 191 € et d'un complément de taxe déductible d'un montant de 2 191 € au titre de l'année 2005,

Vu que la somme de 47 191 € a donné lieu à un remboursement effectif par la Direction des Services Fiscaux assorti d'intérêts moratoires sur P 503 en date du 7 mai 2008,

Vu que de ce fait, il y a lieu :

- d'émettre à l'encontre de la Direction des Services Fiscaux un titre de recette d'un montant de 47 191 € correspondant à la part de la TVA récupérée par dégrèvement,
- d'émettre à l'encontre de la Direction des Services Fiscaux un titre de recette d'un montant de 5 733,31 € correspondant aux intérêts moratoires versés par l'Administration Fiscale,
- d'imputer ces deux titres de recettes en section de fonctionnement du budget de la Régie d'Exploitation des Restaurants Communautaires, au chapitre 77, article 7788 « Produits exceptionnels divers » du budget de l'exercice en cours.
- puis de reverser au budget principal de la Communauté Urbaine de Bordeaux par mandat la somme de 55 215.31 € correspondant au dégrèvement (47 191 €), aux intérêts moratoires (5 733.31 €), ainsi qu'à la demande de remboursement de TVA de 2 191 € au titre de complément de TVA déductible accordée par les Services Fiscaux, cette dépense pour le budget de la régie étant à imputer au chapitre 67 de l'article 678 « Autres charges exceptionnelles ».

Vu la décision favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie des Restaurants en date du 11 juin 2008,

Après en avoir délibéré,

1°) – d'approuver chapitre par chapitre et selon le détail porté sur le tableau ci-après, la décision modificative n°2 de la Régie d'Exploitation des Restaurants Communautaires,

2°) – d'arrêter les grandes masses de la présente décision modificative comme suit :

Libellés	Mouvements budgétaires		Mouvements réels	
	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
Investissement	0.00	0.00	0.00	0.00
fonctionnement	162 300.00	162 300.00	162 300.00	162 300.00
TOTAL	162 300.00	162 300.00	162 300.00	162 300.00

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 18 juillet 2008,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
6 AOÛT 2008**

PUBLIÉ LE : 6 AOÛT 2008

M. JEAN-PIERRE TURON